



PRÉFET DU PUY-DE-DÔME

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES

WR Service Eau, Environnement et Forêt

**ARRETE PREFECTORAL**  
**portant prorogation du délai d'instruction**  
**de l'autorisation unique au titre du code de**  
**l'environnement et de l'ordonnance**  
**n°2014-619 du 12 juin 2014 concernant le**  
**projet de création du Parc Logistique**  
**Clermont-Auvergne (PLCA)**  
**communes de Cébazat et Gerzat**  
**Dossier n° 63-2016-00248**

La Préfète du Puy-de-Dôme  
Officier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU la directive cadre sur l'eau (DCE) du 23 octobre 2000 (directive 2000/60/CE) ;

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L.122.1 et suivants, L.123-1 et suivants, L.211-1, L.211-2, L.211-3, L.214-1 et suivants, R.122-1 et suivants, R.123-1 et suivants, R.211-1 et suivants, R.2141 et suivants;

VU l'ordonnance n° 2014-619 du 12 juin 2014 relative à l'expérimentation d'une autorisation unique pour les installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation au titre de l'article L.214-3 du code de l'environnement;

VU le décret n° 2014-751 du 1er juillet 2014 portant application de l'ordonnance n°2014-619 susvisée ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Loire-Bretagne ;

VU la demande déposée le 30 juin 2016 par Clermont-Communauté, représentée par son Président, en vue d'obtenir une autorisation unique au titre des articles L.2141 et suivants du code de l'environnement relative au dossier de création du Parc Logistique Clermont-Auvergne (PLCA);

CONSIDÉRANT que conformément à l'article 7 du décret n° 2014-751 du 1er juillet 2014, l'échéance réglementaire pour saisir le tribunal administratif en vue de la désignation du commissaire enquêteur est fixée au 19 janvier 2017;

CONSIDÉRANT que le dossier a fait l'objet d'une instruction conforme à la réglementation, mais qu'il n'est pas possible d'engager la procédure d'enquête publique dans les délais impartis et qu'il y a lieu dans ces conditions de proroger le délai d'instruction de la demande d'autorisation unique;

SUR proposition du directeur départemental des territoires du Puy-de-Dôme ;

## ARRETE

### Article 1 : Objet

Conformément au point 4° de l'article 7 du décret n° 2014-751 du 1er juillet 2014 d'application de l'ordonnance n° 2014-619 du 12 juin 2014, le délai d'instruction de la demande d'autorisation unique déposée le 30 juin 2016 par Clermont-Communauté, relative au dossier de création du Parc Logistique Clermont-Auvergne (PLCA), est porté de 5 mois à 8 mois, soit jusqu'au 19 avril 2017.

### Article 2 : Exécution

La secrétaire générale de la préfecture du Puy-de-Dôme,  
Le directeur départemental des territoires du Puy-de-Dôme,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Clermont-Auvergne-Métropole et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Puy-de-Dôme.

Fait à Clermont-Ferrand, le 16 janvier 2017

Pour la préfète et par délégation, <sup>AS</sup>  
Le directeur départemental des territoires

Armand SANSEAU